

« **Ordre juste** » p12

Quand la mairie de gauche
combat les tagueurs et la publicité

Georges Frêche p16

L'affaire des « *Blacks* » révèle
un rempart culturel aujourd'hui fissuré

l'Accroche

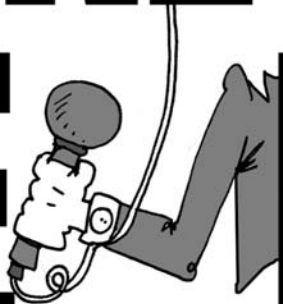
2€

Le journal indépendant de Montpellier

N° 18 - 14 mai 2007 - 2 € - Mensuel ou presque - www.laccroche.info

Législatives

LES QUESTIONS QU'ON NE LEUR POSE PAS



Immigration - capitalisme - croissance

(pages 6 à 11)

FAITES VOTRE MARCHÉ

Nom :
Prénom :
Adresse :

Tél :
Courriel :

Boîte aux lettres accessible de l'extérieur ? (O/N)
Sinon, code ou consignes d'accès :

Quelle que soit votre motivation, *l'Accroche* vous propose un **abonnement** adapté. (Le prix fixe est de 20 €, les sommes versées au-delà constituent un soutien à l'association). **Pour 10 numéros :**

Normal : 20 € Motivé : 50 € Combat : 200 €
Soutien : 30 € Militant : 100 € Guerre : 999 €

Abonnement à compter du n° :

☐ Abonnement double : je reçois 2 numéros et je fais découvrir *l'Accroche* à un proche (35 €)

☐ Je soutiens *l'Accroche* et aide à sa diffusion. Je commande **10 exemplaires de ce numéro** (15 €)

☐ Je commande un ou plusieurs **ancien(s) numéro(s)** au prix de 2 € par numéro [indiquer le(s)quel(s)] :

Chèque à l'ordre de *l'Accroche* à retourner à

l'Accroche
6, rue de Substantion
34000 Montpellier

l'Accroche

6, rue de Substantion
34000 Montpellier
08 75 22 88 99
www.laccroche.info (liste de diffusion et autres gâteries)

Accrocheurs-euses :

Directeur de la publication : Aurélien Froment
Dessins : Aurel, Bauer, Fabcaro, Lasserpe, Lecointre, PKGT
Rédacteurs : Pierre Daum, Raphaël Geng, Carole Rap, Jacques-Olivier Teyssier
Maquette : J.-O. T.
Corrections : Fanch, Vladimir Pol

Contacts :

Rédaction : redaction@laccroche.info
Dessins : dessins@laccroche.info
Diffusion : diffusion@laccroche.info

Impression sur papier recyclé (sauf couverture jaune) :

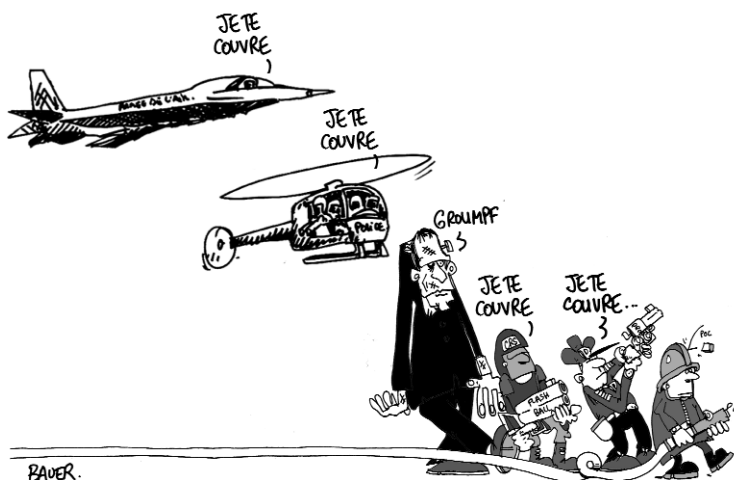
Stylograf - 34bis, rue de l'Université - 34000 Montpellier

Dépôt légal : à parution

Commission paritaire : 0906 G 87256

ISSN 1774-8194

Après les caillassages, les pompiers escortés



L'Orchestre National de Montpellier va jouer à Villeneuve



INTERVIEW À MIDI-LIBRE :

les conseils de mandroux



La France toujours terre d'accueil ?

Alors que les 16 Kurdes ex-grévistes de la faim demandent au préfet leur régularisation, celui-ci cafouille et les renvoie à une demande d'asile dont le succès est plus que compromis. La communauté kurde, elle, ne s'implique pas.

L'armée est entrée dans notre village et a tiré sur les maisons. Ma voisine a reçu des balles dans la jambe et a dû être amputée. Sa fille a été tuée.»

Voilà ce qui, s'ajoutant aux privations de liberté, a poussé Suat Deger, Kurde de 28 ans, à quitter son village du sud-est de la Turquie et à émigrer à Montpellier. Comme lui, ils sont aujourd'hui 15 autres Kurdes sans papiers à avoir jeûné pendant 29 jours au mois de mars pour obtenir de la préfecture un titre de séjour. Si des précédents leur permettent d'espérer, la partie est cependant loin d'être gagnée.

Retour à la clandestinité

Certes, en 2001, après un mois de grève de la faim à la maison du tiers-monde, 15 des 18 grévistes kurdes obtenaient leur régularisation. En 2003, 102 Kurdes installent des tentes sur le parking des Arceaux et jeûnent : une cinquantaine obtiendront leur régularisation. Pour les autres, alors que la préfecture avait promis « *qu'aucune mesure de reconduite ne serait prise à leur égard* », ce fut soit le retour à la clandestinité, soit l'expulsion. Avec les risques que cela comporte : « *Un gréviste de 2003, expulsé, est aujourd'hui emprisonné en Turquie* », constate Jean-Paul Nuñez, de la Cimade (1). Parmi les ex-grévistes de cette année, on en compte cinq qui l'étaient déjà en 2003, et qui espèrent cette fois obtenir un titre de séjour assorti d'un permis de travail.

Mais entre cafouillage et sourde oreille, le préfet ne semble pas vraiment prêt à donner satisfaction à la demande des ex-grévistes.

Cafouillage quand, dans un communiqué de presse du 29 mars, celle-ci affirme ne pas connaître 7 des 14 hommes en grève de la faim (2). « *C'est totalement faux* », affirment Jean-Paul Nuñez et Talaat El Singaby, le médiateur. Ils ont eu accès aux dossiers des Kurdes et sont formels : tous les grévistes avaient déjà déposé une demande d'asile en préfecture avant la grève. Alors plutôt qu'un mensonge des autorités, Jean-Paul Nuñez explique cette erreur par un « *problème dans les services de la préfecture* ». Sourde oreille lorsque, après que par deux fois, courant mars, les Kurdes ont adressé une demande de titre de séjour par courrier à la préfecture, celle-ci répond dans une lettre datée du 5

C'était le critère qu'il avait pris en compte. À la demande de titre de séjour qui lui est faite aujourd'hui, le préfet actuel, Michel Thénault, répond en bottant en touche : demandez de nouveau l'asile. C'était la proposition qui avait été faite à Suphi Ergin, déjà gréviste en 2003 et qui avait menacé de se jeter du haut des Arceaux début 2005 : la préfecture avait promis que, s'il descendait, son dossier serait réexaminé. Pour finalement le pousser à refaire une demande d'asile. Exactement ce que le préfet propose aux 16 ex-grévistes aujourd'hui. Et cela ne permet guère d'espérer.

En effet, alors que la situation d'oppression du peuple kurde en Turquie est reconnue au point d'être une pierre

“ Un gréviste de 2003, expulsé, est aujourd'hui emprisonné en Turquie ”

Jean-Paul Nuñez, directeur de la Cimade

avril : « *Vous m'avez informé de votre volonté de solliciter en France le statut de réfugié (...)* » Or, demande d'asile (statut de réfugié) et titre de séjour sont deux démarches indépendantes. Et si les Kurdes demandent un titre de séjour au préfet, c'est que tous ont déjà fait une ou plusieurs demandes d'asile, demandes dont ils ont été déboutés. Le préfet a par contre le pouvoir de régularisation. Sans critères précisés par la loi, donc à sa discrétion. En 2003, Francis Idrac avait régularisé les Kurdes qui avaient une vie de famille.

d'achoppement dans les négociations entre ce pays et l'Union européenne, le statut de réfugié est très difficile à obtenir de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides). En 2006, sur 3 976 demandes d'asile turques (émanant à 80 % de Kurdes) .../...

(1) Le Comité inter-mouvement auprès des évacués est une association œcuménique d'aide aux sans papiers.

(2) Jointe, la préfecture n'a pas souhaité s'exprimer, faisant valoir son « *devoir de réserve* » en période électorale.

Réfugiés politiques (suite)

.../...

examinées par cet organisme, seules 4,6 % d'entre elles ont obtenu un avis favorable. « L'Ofpra considère que si les Kurdes quittent la zone du Kurdistan, au sud-est de la Turquie, pour l'ouest du pays, ils sont à l'abri », explique Jean-Paul Nuñez. C'est pour cela que très peu de Kurdes obtiennent le statut de réfugié ces dernières années. « Or, ceux qui migrent à l'ouest quittent une répression militaire pour trouver des problèmes policiers, mélange de problèmes politiques et sociaux (ghettos, bidonvilles). Si la protection que l'on offre, c'est la précarité, c'est une drôle de lecture de la Convention de Genève. » Celle-ci prévoit en effet que le statut de réfugié soit accordé à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou (...) ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Une définition qui semble aller comme un gant à la situation du peuple kurde en Turquie. Comment expliquer dans ces conditions qu'une infime partie de Kurdes obtienne l'asile ? Et que tous les dossiers déposés par les 16 grévistes aient été refusés. L'Ofpra n'appliquerait-elle pas la Convention de Genève (3) ?

Exécutée par l'armée

Une autre explication du refus des dossiers des 16 Kurdes est avancée par Jean-Paul Nuñez : plutôt que des éléments factuels, objectifs, les dossiers sont composés d'une prose stéréotypée sur l'oppression du peuple kurde, dont on peut légitimement penser qu'elle est issue de la même plume. Or ce que prend en compte l'Ofpra, ce sont des faits précis. Et justifiés. Là réside bien souvent la difficulté : « J'ai été arrêté en Turquie, mis en garde à vue, interrogé par une brigade spéciale qui venait d'Ankara, suis passé devant un procureur et n'ai pas la moindre preuve » témoigne Jean-Paul Nuñez. Cependant, le directeur de la

Cimade estime que certains Kurdes vont pouvoir faire valoir des éléments nouveaux qui permettront peut-être à l'Ofpra de reconsidérer ses décisions. Par exemple, un des Kurdes n'a jamais invoqué le fait qu'il a été avec une autre famille devant la Cour européenne des droits de l'homme après que leurs maisons eurent été détruites par l'armée tur-



que. L'autre famille avec qui il avait porté plainte a été exécutée par l'armée. « Cette nouveauté dans son dossier est peut-être de nature à modifier la décision de l'Ofpra », espère le directeur de la Cimade.

Pour les 16 ex-grévistes, l'espoir d'obtenir le statut de réfugié est mince et c'est donc une demande de titre de séjour qu'ils ont déposée collectivement le 11 mai en préfecture. Des demandes à titre humanitaire, sanitaire (étrangers malades), pour risques dans le pays d'origine et pour vie privée en France. Mais si, en 2003, la moitié des Kurdes en grève de la faim avaient été régularisés par le préfet d'alors, la situation semble aujourd'hui moins favorable. Et ce pour deux raisons : d'une part, de l'avis de plusieurs personnes proches de ce dossier, les ex-grévistes ne dis-

posent pas, contrairement à 2003, de l'appui de leur communauté. Certes proches du PKK (4), ce ne sont cependant pas des militants politiques. Des militants qui eux « ont la parole donnée de politiques qui sont des référents de l'État français », explique Jean-Paul Nuñez. « Le préfet a des informations de gens de la communauté kurde proches du PKK qui le désinforment. » Un point que nous n'avons pu éclaircir faute de témoignages.

Empoisonné

Le fait est, en tout cas, que le 11 mai dernier, le mot d'ordre de la communauté kurde n'était pas de soutenir la demande en préfecture des 16 ex-grévistes de la faim. Mais plutôt de se rendre à Strasbourg pour soutenir une autre grève de la faim, celle-là de Kurdes voulant interpellier l'Union européenne sur la situation d'Abdullah Öcalan, indépendantiste kurde, chef du PKK emprisonné depuis 1999 en Turquie et dont on craint qu'il ait été empoisonné. Un combat beaucoup plus politique.

Enfin, autre raison faisant craindre que les dossiers de ces Kurdes ne trouvent d'issue positive : la situation politique française. « Nous sommes dans un

pays qui se pétainise », estime Talaat El Singaby. « Lorsque 41 % des français votent pour le durcissement (les propos ont été recueillis entre les deux tours de l'élection présidentielle, ndlr), dans une période de stigmatisation des immigrés, il ne faut pas s'attendre à ce qu'un préfet régularise. Il ne faut pas oublier que son patron s'appelle Nicolas Sarkozy et qu'il tient à son poste. » Pour le médiateur, la seule solution serait de « mettre les politiques locaux devant leurs responsabilités et d'établir un véritable rapport de force. L'État ne comprend que ça ». ■

Raphaël Geng

(3) Une personne de l'Ofpra en charge des dossiers de demande d'asile des Kurdes turcs a été jointe. Suivant les consignes de sa direction, elle n'a pas souhaité s'exprimer.

(4) Parti des travailleurs du Kurdistan, considéré comme organisation terroriste par l'Union européenne.

Une évacuation dans le sang

Après 29 jours de grève de la faim, la préfecture a réussi à mettre un terme au mouvement des 16 Kurdes qui voulaient obtenir un titre de séjour. Dans la confusion et avec une méthode contestée.

Vous avez décidé de mettre fin à votre mouvement, je m'en réjouis. » Ainsi s'adresse le préfet aux 14 Kurdes grévistes de la faim dans une lettre qui leur est remise le 30 mars vers 20 heures par Joël Guénot, chef de la police de l'Hérault, mandaté pour l'occasion. Regroupés au premier étage d'un local au 39 de la rue du Faubourg de Figuerolles, les 14 hommes sans papiers refusent de s'alimenter depuis 29 jours. Ils demandent un titre de séjour, tout comme 2 femmes également en grève de la faim, à leur domicile. Le courrier ajoute que, le temps de déposer leurs dossiers en préfecture ou de les compléter, les Kurdes sont autorisés « à rester sur le territoire sans difficulté ». Dans le local, un traducteur décrypte la lettre aux 14 intéressés qui ne maîtrisent que très mal, voire pas du tout, le français. Sur l'interprétation de ce qui se passe ensuite, les avis divergent. Pour Talaat El Singaby (1), le média-

monter la pression, faisant dégénérer la situation.

Ce n'est pas tout à fait la version que retiennent Jean-Paul Nuñez, responsable régional de la Cimade, ainsi que deux membres du comité de soutien aux grévistes, également présents dans le local : pour eux, « les Kurdes n'ont pas choisi d'arrêter leur grève ».

Quoi qu'il en soit, après la lecture de la lettre, la tension monte. Un membre du comité de soutien proteste vivement contre la proposition de la préfecture. Suat Deger, celui qui, dans le groupe des grévistes, maîtrise le mieux le français, explique à ses camarades que dans la lettre du préfet, « il n'y a rien ». Selon Jean-Paul Nuñez, il lance alors la lettre sur Joël Guénot.

Puis, un vent de folie s'empare du local : un Kurde se jette contre une vitre, la brisant. Un autre veut se défenster. Certains se taillent les veines.



Un Kurde se jette contre une fenêtre Certains se taillent les veines

teur nommé la veille et présent ce soir-là, après qu'il a fait comprendre aux grévistes que c'était « soit ça, soit une évacuation par la force », les Kurdes ont « voté à l'unanimité et par deux fois en faveur de l'arrêt de la grève », acceptant le principe d'une lettre personnalisée et d'un nouvel examen des dossiers par la préfecture. Selon le médiateur, ce sont des éléments extérieurs, membres de la communauté kurde ou du comité de soutien qui ont alors fait

Il y a du verre et du sang partout. « J'en empêche un de s'ouvrir le ventre », raconte Jean-Paul Nuñez. Affaiblis par leur grève de la faim, certains font des malaises, obligeant le responsable de la Cimade à pratiquer des massages cardiaques. Après ce moment de folie et de désespoir, et alors que quasiment tout le monde a quitté l'étage, pompiers et Samu interviennent petit à petit pour évacuer les grévistes vers l'hôpital Lapeyronie. Il est 21h30.

Arrivés au CHU, certains veulent, un temps, faire la grève de la soif. Finalement, selon Jean-Paul Nuñez, qui les a accompagnés jusque là, « c'est à ce moment que le groupe se résout à mettre un terme à sa grève de la faim ». Dans cette affaire, il semble bien que le préfet a réussi à forcer la main aux grévistes en leur imposant la fin d'un mouvement qu'ils n'avaient pas décidée. Après 29 jours sans avaler autre chose que du thé sucré, la santé des grévistes commençait à être critique – certains avaient déjà été hospitalisés temporairement – et selon Talaat El Singaby, « le préfet ne voulait pas attendre 24 heures de plus, de peur qu'il y ait un mort ». La désignation in extremis d'un médiateur, au 28^e jour de mouvement, aura finalement différé l'évacuation d'une journée : le 30 mars, l'hôpital s'était en effet déjà préparé à recevoir les grévistes depuis 24 heures. ■

R.G.

(1) Talaat El Singaby est directeur du festival Les internationales de la guitare et membre de la Commission régionale pour la cohésion sociale et contre la discrimination.

Les questions qu'on ne leur pose pas

À l'approche des élections législatives, *l'Accroche* a voulu en savoir plus sur la pensée politique de ceux qui désirent participer à l'élaboration des lois à l'Assemblée nationale. Nous avons donc posé les trois mêmes questions aux candidats déclarés des 1^{re} et 2^e circonscriptions de l'Hérault. Avant que les noms des candidats de la LCR ne soient rendus publics et que débutent les grandes manœuvres du Mouvement démocrate.

Les 3 questions

1. Pensez-vous qu'il y a trop d'immigrés ou de personnes issues de l'immigration à Montpellier ?
2. Êtes-vous favorable au capitalisme ?
3. Pensez-vous que croissance et préservation de l'environnement sont compatibles ?

Alain Jamet (FN - 1^{re} circ.)

Immigration : Oui. Le contraire vous étonnerait. Ça fait 30 ans qu'on le dit et il n'y en a pas moins qu'il y a trente ans. C'est un constat évident.

Capitalisme : Non. Ni favorable au capitalisme ni au collectivisme, à l'étatisme ou au socialisme. Il faut que la France et l'Europe trouvent un moyen terme entre l'économie de marché et l'économie dirigée. Il n'y a pas de système qui soit idéal, il faut se rapprocher du moins mauvais système qui puisse exister dans le cadre de nos sociétés.

Environnement : On ne l'a pas essayé encore parce qu'on a beaucoup parlé mais on n'a pas beaucoup agit. Moi, ça me semble illogique à première vue. Et on n'a pas eu d'exemple de réussite dans ce domaine, parce qu'on entend des promesses : « L'écologie crée des emplois. » Elle en supprime aussi beaucoup et je répondrais plutôt négativement à cette question.



Hélène Zouroudis (FN - 2^e)

Immigration : Trop d'immigrés ? Non c'est national. Ce n'est pas spécial à Montpellier, c'est général. C'est pareil à Lyon, sur d'autres communes, à Perpignan...

Capitalisme : C'est une question bien vaste. Au Front national, nous sommes plutôt des libéraux. Notre mouvement est composé de plusieurs personnes c'est à dire il y a toutes les castes : de l'ouvrier au chef d'entreprise, du demandeur d'emploi à l'étudiant ou au lycéen. Mais non, nous ne sommes pas pour le capitalisme, pour une politique comme ça. Nous sommes plutôt des libéraux.

Environnement : Oui bien sûr. On peut avoir une croissance économique et préserver l'environnement. Il suffit que ce soit bien fait.



Jacques Domergue (UMP - 1^{re})

Immigration : Ah ! trop, je ne peux pas dire. Mais il y en a beaucoup, ça c'est sûr. Quel est le pourcentage de la population d'origine immigrée ? Je serais incapable de vous le dire. Je ne sais même pas si les services officiels peuvent le dire. Ce qui est sûr c'est que, vu le niveau de précarité de Montpellier et vu le faible niveau de l'emploi, je suis convaincu qu'on va rapidement arriver à saturation pour accueil-



lir des personnes sur Montpellier sans leur donner d'emploi. Si on n'est pas capable de donner du travail à ceux qui viennent sur Montpellier, ce n'est pas la peine d'ouvrir la ville et de dire : « *Tout le monde peut venir à Montpellier.* »

Capitalisme : Mais moi je n'ai pas à être favorable ou pas au capitalisme. Je crois que la planète aujourd'hui est articulée autour de cela. Il y a deux systèmes finalement qui se sont pendant très longtemps opposés : le système capitaliste et le système collectiviste. Il y en a un qui est mort, le collectivisme. Puisque, il ne reste, je crois, que deux ou trois pays communistes. Le système qui prévaut c'est le système capitaliste. On associe ça à la notion de libéralisme. La planète aujourd'hui est structurée comme ça, autour de ça. Ce qu'il faut, par contre, c'est sûrement combattre l'hyperlibéralisme et non pas le libéralisme. On a souvent tendance, de manière volontaire ou pas, à faire une confusion entre les deux.

Environnement : Je pense qu'ils sont compatibles. Dans ce domaine-là, la France peut avoir une certaine antériorité et peut-être promoteur. Et c'est sûrement une source de création d'activité et donc d'emploi pour des pays modernes comme la Francen par rapport à d'autres pays en voie de développement qui ne respectent pas les règles, que ce soient le protocole de Kyoto ou les accords de Doha. Il est indispensable qu'on arrive à faire prendre conscience aux pays émergents qu'ils ne peuvent pas tout faire à n'importe quel prix. Et vous verrez que, si on impose ces règles – et ce n'est pas uniquement au niveau national, c'est au niveau mondial –, les coûts du travail vont progressivement s'équilibrer parce qu'il n'y a pas de miracle.

Arnaud Julien (UMP - 2^e)

Immigration : Non, je crois que la question il ne faut pas la poser comme ça. Il faut savoir : est-ce qu'on peut accueillir les gens dans de bonnes conditions avec un emploi et un logement décent. C'est vrai qu'en faisant du porte à porte, on s'aperçoit que les gens sont 5 ou 6 dans des F2, entassés parce que pour le logement social à Montpellier, malheureusement, seul le clientélisme fonctionne. Il faut impérativement revoir ces choses-là, parce qu'il faut accueillir des gens, à Montpellier, peu importe leurs origines, mais dans de très bonnes conditions avec un emploi et un logement décent.



Capitalisme : Alors là aussi... (rire), question directe ! Le capitalisme ? Si moi je suis... On a vu que... pendant... jusque dans la fin des années 80, il y avait une confrontation entre deux blocs. Le bloc communiste, fort heureusement s'est écroulé parce que les dictatures qu'il y avait dans ces pays-là ne fonctionnaient pas. Notre système fonctionne. Capitalisme et libéralisme, tout ça, ce sont des mots qui sont très... forts. Je crois

qu'il faut un système juste, et ce système juste c'est... ce n'est pas le phénomène qu'on a connu avec le patron d'EADS, qui, en partant, laisse 10 000 personnes sur le carreau et empoche 8 M€ d'indemnités. Ça, ce n'est pas ce que je veux.

Environnement : C'est deux termes qu'on peut rapprocher. Ce qu'il faut, c'est que l'un sans l'autre ne peuvent pas coexister. C'est à dire que si on ne fait pas attention à l'environnement, la croissance ne pourra pas exister parce qu'il n'y aura plus d'espèces animales, végétales. Il faut préserver la nature mais également assurer une croissance, parce que, sans la croissance, on ne crée pas d'emploi. Si on ne crée pas d'emploi, on ne peut pas vivre et si on n'a pas de nature ni d'environnement, on ne pourra pas vivre non plus. Donc les deux peuvent coexister. Il ne faut pas que l'un sans l'autre puisse se développer au détriment de l'autre. Je ne sais pas si j'ai été clair ?

Marc Dufour (UDF - 1^{re})

Immigration : Non. La question ne me paraît pas bien posée. À partir du moment où, aujourd'hui, on a des immigrés, la véritable question c'est l'intégration, ce n'est pas l'immigration. Qu'on régule l'immigration en fonction de nos besoins, c'est une chose. Il y en a trop ou il n'y en a pas trop, c'est une question de... Enfin, la France est une terre d'accueil. On ne va pas renier ce qui fait le fondement de notre civilisation depuis des siècles. Si on ressent peut-être qu'il y en a trop, c'est parce qu'on n'a pas su les intégrer. Donc, le problème de l'intégration, qui est d'ailleurs dans le programme de François Bayrou, est fondamental.



Capitalisme : Je suis favorable au libéralisme. Je pense qu'il faut libérer les énergies parce que, pour moi, dans libéralisme, il y a liberté. La liberté d'entreprendre, la liberté de travailler, etc. Et les gens qui prennent des risques et qui assument ces risques, c'est normal qu'ils gagnent de l'argent parce que c'est à la hauteur des risques qu'ils prennent. Mais il faut prévoir un contre pouvoir. Je suis pour un libéralisme à partir du moment où on met en place des structures pour protéger les plus faibles, ceux qui, aujourd'hui, ne sont pas favorisés par la vie. Donc je suis pour un libéralisme social et je n'ai pas honte d'associer les deux termes parce que c'est une vraie réalité dans notre économie aujourd'hui.

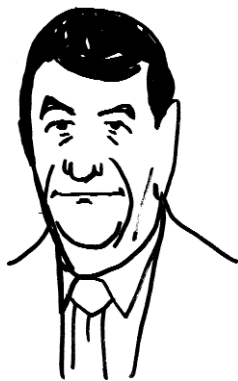
Environnement : Je le pense mais ça nécessite que l'on réalise différemment. Je suis personnellement – je vais me faire pas mal d'ennemis en disant ça – très, très favorable, aujourd'hui, à ce que l'écologie ne soit plus un parti. Car le parti écologiste était obligé de prendre tous les bons et mauvais côtés d'un parti. La grande victoire de l'écologie – et je rends, de ce point de vue-là, hommage à tous les mouvements écologistes –, c'est d'avoir intégré le problème de l'environnement dans

Législatives (suite)

tous les partis. Aujourd'hui, on ne peut plus concevoir la croissance sans intégrer les problèmes de l'environnement. C'est, de mon point de vue, le cas de tous les grands partis de notre pays, c'est à dire la gauche, la droite ou le centre. Je crois qu'on peut rendre compatibles les deux. Ça nécessite d'autres habitudes, une autre réglementation et un autre comportement. Mais de ce point de vue-là, je crois qu'on a fait un grand pas lors des dernières échéances.

Philippe Sala (UDF - 2^e)

Immigration : Non je ne pense pas qu'il y ait trop d'immigrés. C'est normal. Nous sommes au sud de la France. Les immigrés viennent souvent des pays du Maghreb donc des pays chauds. Ils préfèrent s'installer au sud de la France, comme beaucoup de français.



Capitalisme : Tout à fait. Le capitalisme crée la richesse et la richesse crée l'emploi. Je suis chef d'entreprise donc je peux être considéré comme un capitaliste, pourtant je suis un chef d'entreprise qui ne possède pas des sommes évoquées dans les histoires de « golden parachutes ». J'ai une petite entreprise d'une centaine de salariés. Je crée de nombreux emplois et notamment je vais les chercher du côté de l'immigration, parce que ce sont des gens qui sont très motivés, qui ont besoin de travailler et ils me donnent beaucoup plus de satisfaction – ce n'est pas l'unanimité évidemment – mais, quelquefois, beaucoup plus que les Français d'origine.

Environnement : C'est une question... C'est vrai, on pourrait dire que ce n'est pas compatible mais il faut maintenant y penser sérieusement. Jusqu'à maintenant, la croissance souvent n'était pas liée avec l'environnement mais il va falloir s'y pencher de plus en plus parce que c'est l'enjeu de demain, de nos enfants, de nos petits enfants. Donc je crois que, maintenant, il faut faire un effort et je crois que, maintenant, tous les partis en ont pris conscience.

François Vasquez (Cap21 - 1^{re})

Immigration : Non, pas du tout. Si la question porterait à savoir si les ministères de l'immigration m'intéressent... Non, pas du tout. La récupération du vote Front national, ce n'est pas du tout ma tasse de thé. D'ailleurs, c'est très clair dans la charte des valeurs de Cap21 : à la fois, on est pour la laïcité. Attention, on n'est pas non plus pour que se cristallise le communautarisme, comme on le



voit trop souvent et comme parfois on le tolère. On est pour mettre le droit de l'individu au centre de nos préoccupations mais on est pour aucune discrimination, d'aucune sorte : de race, d'ethnie, de sexe.

Capitalisme : On ne peut pas répondre par oui ou par non. Parce que je pense qu'il faut un peu de libéralisme pour faire fonctionner l'économie. Je ne vais pas tomber dans le ni oui ni non. Donc je ne vous répondrai pas que je suis favorable au capitalisme parce qu'une des clés du capitalisme c'est une course effrénée à la croissance, c'est d'ailleurs ce que Sarkozy veut faire. Nos valeurs c'est : remettre de la morale en politique, refaire les institutions, redonner la parole à la population et, bien sûr, l'environnement puisque Cap 21 est un parti qui veut recréer un pôle écologique au centre. Donc, si on comprend qu'on est au centre, on comprend qu'on va utiliser ce qu'il y a de bon dans l'économie de marché pour créer des richesses, mais sûrement pas pour une course à la croissance, pour un capitalisme échelonné parce qu'on est pour bien garder à l'esprit la lutte contre les exclusions, ne pas laisser au bord du chemin beaucoup trop de défavorisés, comme cela se passe dans une économie de marché qui est une loi de la jungle, en fait.

Environnement : Non. Croissance modérée. Il y a une phrase de Gandhi que j'aime bien : « *Il faut vivre simplement, simplement pour permettre aux autres de vivre.* » Quand on a pesé tout le sens de cette phrase, on comprend ma position par rapport à la croissance : je ne suis pas pour la décroissance mais pour une croissance modérée car on se rend bien compte de tous les effets pervers au niveau environnemental, mais aussi au niveau économique, d'une croissance échelonnée. Si on prend cette société de croissance qui pousse à toujours plus de production, de consommation, de déchets, on s'aperçoit qu'avec une planète petite, avec des ressources limitées, on ne peut pas continuer à fonctionner comme ça. Donc il faut fatalement que même ceux qui sont pour la croissance se posent réellement la question. Ce n'est pas jouable. Il va falloir revenir à plus de modération, mais on ne veut pas revenir à une société de rationnement, une société triste, repliée sur elle-même. On peut avancer, partager, on peut même mieux vivre en consommant mieux, donc, forcément un peu moins. Et c'est ce mot *mieux* qui fait qu'on ne peut pas aller vers une croissance toujours plus importante.

Philippe Machetel (Cap21 - 2^e)

Immigration : Il n'y a pas forcément trop d'immigrés à Montpellier.

Capitalisme : Absolument pas. Pas si c'est sous sa forme effrénée du libéralisme. Le libéralisme est en train de détruire la planète.

Environnement : La croissance



peut se faire dans la décroissance. Il faut pour cela rationaliser les circuits économiques, raccourcir les circuits de production, rapprocher la production de la consommation. Et, dans ce cas-là, on peut faire de la croissance dans la décroissance et dans l'augmentation de l'efficacité économique.

Michel Guibal (PS - 1^{re})

Immigration : Ah non. Alors ça, non.

Ce n'est pas de la démagogie de dire ça, mais Montpellier a toujours été une ville qui a vécu des apports de différentes populations dites extérieures. Et vous seriez bien en peine de trouver à Montpellier des personnes qui seraient capables de remonter dans leur arbre généalogique jusqu'à des périodes immémoriales, pour dire : « *Nous avons toujours été contre ça.* » Il y a un brassage entre les protestants, les catholiques et les juifs – mais moins les juifs – qui remontent au début de cette ville et ça a toujours été un affrontement et puis la paix, etc. Quand on parle des immigrés à Montpellier, beaucoup de gens pensent que c'est les Marocains, les Algériens, etc. Mais il y a des gens qui viennent de partout : des Roumains, des Espagnols, des Italiens. On ne peut pas dire que, dans un pays, il y a trop d'immigrés. Évidemment, après il y a des problèmes de savoir si l'accueil est suffisant, s'il y a une organisation sociale et politique capable d'assurer les transitions. Je suis de culture catholique, mais aussi protestante, et j'ai toujours vu les églises protestantes réagir contre les politiques de fermeture à l'immigration avec beaucoup de fermeté. Même si on n'est pas croyant, c'est un fond culturel très fort. Même si ça doit me coûter des voix, je considère que c'est un procès pernicieux de poser le problème en terme de nombre. C'est complètement dépassé.

Capitalisme : Si je passe l'examen de première année d'histoire des idées politiques, je dirais : le capitalisme, lequel ? Nous avons connu, pendant des années et des années, en France, le capitalisme monopolistique d'État, qui est une forme de capitalisme avec des grandes entreprises publiques, et qui a été un essor considérable pour le pays : l'EDF, la SNCF, tout ça. C'est quand même du capitalisme d'État. Si le capitalisme c'est l'appropriation par un petit nombre d'individus, je suis absolument contre. Mais si, par le biais des grands services publics, l'État, les collectivités, c'est à dire la puissance publique, arrivent à contrôler une partie des entreprises, alors oui, je suis pour.

Environnement : Oui je pense que ça doit être compatible. En tout cas sur le long terme, ça me paraît indiscutable. Le développement durable s'éprouve aussi bien en termes de solidité des éléments qui vont être mis en place, qui vont durer, par exemple dans le bâtiment. Mais la durabilité c'est aussi une conception de la vie : la relation avec les sources



d'énergie, avec les moyens de transport. Le moyen de transport est un très bon exemple de la question que vous posez. Tout le monde est pour le tramway mais quand même, 7 personnes sur 10 continuent à prendre leur bagnole individuellement, et ils font la queue pendant des heures seuls dans leur bagnole en pestant parce qu'il y a des bouchons, et pourtant ils sont pour le tramway. Donc, le développement durable et la croissance, ça doit s'accompagner d'une prise de conscience des Citoyens qui doivent dire : « *Bien sûr nous sommes pour ça, mais qu'est-ce que je fais moi pour ça ?* » Ça, on n'y est pas encore.

André Vezinhet (PS - 2^e)

Immigration : Les immigrés qui viennent avec un objectif de s'impliquer dans la force de travail, comme beaucoup le font, ils sont, évidemment, non seulement les bienvenus, mais indispensables. On les voit sur les chantiers, on les voit partout. Ce sont des gens qui remplissent des fonctions vitales. Ce qui m'inquiète le plus, c'est le regroupement familial quand il se fait dans des conditions ne respectant pas le droit français. Donc c'est là que nous avons un travail à faire avec les pays d'origine, notamment avec le Maroc, ici, parce que c'est le plus pourvoyeur. C'est ce que je fais dans le cadre des coopérations techniques décentralisées, où je travaille beaucoup à faire en sorte que la personne vienne dans de bonnes conditions. Elle ne vient pas rejoindre un eldorado pour ensuite s'apercevoir que les structures ne sont pas adaptées. Et si elle a comme priorité de rester dans son pays, alors nous avons un devoir de l'accompagner dans l'évolution de son pays, de la structure de production. Nous travaillons beaucoup aussi dans le domaine de la lutte contre l'exode rural dans le Souss-Massa-Draâ. Voilà. La question telle que vous me la posez, elle est brute.

Capitalisme : Non. Posé brutalement, je ne suis pas favorable au capitalisme dans ce qu'il entraîne d'inégalités, de ruptures graves dans les équilibres sociétaux. C'est une chose que nous devons analyser. Le capital est pourtant un des moteurs de l'entreprise et la capitalisation est souvent indispensable au développement de l'entreprise. À ce titre, il ne faut pas jeter le manche avec la cognée. Mais la manière dont le capitalisme se protège et dont il se crée des conditions hyper-favorables aux détenteurs du capital par rapport à celui qui va travailler, dont la force de travail est essentiellement le revenu, là il y a des inégalités qu'il faut combattre.

Environnement : Oui. La croissance c'est avant tout la confiance. Notre pays souffre, à l'heure actuelle, d'un déficit de confiance terrible, et donc cela altère l'acte de consumérisme. Moi je suis keynésien de formation, donc



Législatives (suite)

je pense que pousser sans arrêt l'outil de production n'est pas une fin en soit. Il doit se rendre plus performant dès lors que la consommation est au rendez-vous. Donc il faut d'abord s'attaquer au retour de la confiance, retrouver des marges pour les familles et les individus leur permettant d'être consommateurs, à partir de ce moment là, on aura une croissance qui sera au rendez-vous. Aujourd'hui, le gros déficit de confiance que nous avons entraîne un appauvrissement de la... Rien ne peut expliquer les 3 % de mouvement de croissance par rapport au 1,5 % d'aujourd'hui si ce n'est un manque total de confiance. Je pense qu'un phénomène comme l'élection présidentielle peut très bien entraîner un retour de la confiance et, peut-être demain, une restauration d'une croissance dont nous avons besoin parce que c'est quand même un allié indispensable de la création d'emploi.

J.-L. Roumégas (Les Verts - 1^{re})

Immigration : Absolument pas (rire). D'abord je ne m'amuse pas à les compter. C'est plutôt une richesse de la ville, qui a un côté cosmopolite ancien. Puisqu'on le sait bien, dans l'histoire de Montpellier, il y a eu des apports qui sont vantés par tout le monde comme en ayant fait la richesse de Montpellier sur le plan culturel et sur le plan de la science, etc.

Je ne sais pas s'il y a un comptage. J'espère qu'il n'y en a pas, parce que ça serait dommage. Enfin, je n'ai jamais eu ce type de considération. Je suis même un peu étonné que vous me posiez cette question (rire).

Capitalisme : Je suis... pour quoi ? Limiter... le capitalisme... Bon je pense qu'il faut distinguer économie de marché et capitalisme. Je pense qu'aujourd'hui on est dans une société où il doit y avoir une place pour le marché mais un marché qui est contrôlé, qui est régulé. Bon, la différence, peut-être entre ce que proposent les écologistes et d'autres mouvements historiques, c'est que les écologistes sont pour des régulations et des contrôles du marché qui soient strictement démocratiques, et pas pour une solution de type étatique ou de collectivisation de l'ensemble des moyens de production, voilà.

Environnement : La croissance aveugle en soi et pour soi comme une valeur, non certainement pas. Elle est aveugle, donc par définition, elle est destructrice. Donc, pour nous, la croissance n'est acceptable que si elle est sélective. Il y a des domaines dans lesquels il faut une croissance, la croissance du secteur des énergies renouvelables, des modes de transport doux, de la consommation bio. Oui. Donc, croissance sélective et décroissance sélective aussi.



Christian Dupraz (Les Verts - 2^e)

Immigration : Très mauvaise question (rire). Alors, ça, c'est pas mal. Présenter les choses comme ça, je crois que c'est une manière... Vous travaillez à la Sarkozy ? C'est étrange comme question. La réponse est non. La réponse n'est pas une question de quantité mais une question d'humanité et de manière d'envisager les choses et de comment on peut faire vivre ensemble des diversités culturelles, c'est ça qui m'intéresse. Mais, attendez, ce genre de questions est quand même un peu limite, non ? Enfin vous faites ce que vous voulez...



Capitalisme : (Rire). Là, il faudrait se mettre d'accord sur les définitions. Non, je ne suis pas favorable au capitalisme dans la mesure où il a pour objectif son auto... comment dire... C'est du haut vol là ce que vous me demandez. C'est assez amusant mais c'est assez particulier. Mais le capitalisme est-il correctement défini ? Je suis obligé de réfléchir en direct. Ce n'est pas très évident. J'aurais préféré avoir les questions avant, je vous aurais préparé des réponses un peu plus solides. Le capitalisme est une notion désuète qui ne correspond pas du tout à l'économie actuelle et à la manière dont nous, en tout cas Verts, l'envisageons. C'est un mécanisme basé sur le profit qui ne nous intéresse pas, et qui ne correspond pas du tout à nos idéaux.

Environnement : Ah ! Ça c'est un débat beaucoup plus intéressant (rire). Je dirais croissance oui mais à condition de définir ce qu'est la croissance. Ce n'est pas forcément l'augmentation du PIB puisque tout accident majeur ou la pollution augmentent le PIB. Le critère de croissance est très très trompeur. Ce ne sont pas les critères économiques classiques de croissance du PIB qui nous intéressent. Nous, nous sommes pour la croissance de la qualité de vie ensemble et ça ne passe pas forcément par des augmentations incessantes d'utilisation des ressources naturelles qui, de toute manière, sont limitées. Donc la croissance a une limite qui est la dimension de la planète et de ses ressources, et on doit raisonner dans un système qui doit être plus ou moins stationnaire à moyen terme.

Michel Passet (PC - 1^{re})

Immigration : Non. Parce que ça ne reflète pas une réalité. La deuxième chose c'est que Montpellier qui est une ville au carrefour du bassin méditerranéen et de l'Europe, a toujours été un lieu d'accueil, d'échanges, etc. On voit bien que le résultat des présidentielles



[1^{er} tour] dans la ville de Montpellier montre que ce sont des gens qui sont intégrés, qui veulent participer dans la vie associative puisqu'un certain nombre n'ont pas le droit de vote. Non, pas du tout.

Capitalisme : Pas du tout. Je suis totalement contre pour une raison de fond qui m'habite depuis l'âge de 20 ans où j'ai adhéré au Parti communiste. Pour moi, c'est l'homme, le citoyen, l'individu qui doit être au centre. Et le capitalisme détruit principalement cette valeur-là. Le capitalisme, ce n'est pas seulement les riches et les pauvres, ne soyons pas... Même si c'est scandaleux de voir certaines grosses fortunes. Mais l'objectif du capitalisme n'est pas le développement de l'homme. Et on a vu dans des périodes historiques, qu'il n'a pas hésité à se mettre du côté de celui qui voulait le détruire. Et ça, je ne peux pas le supporter.

Environnement : C'est une nécessité. Parce que 80 % de notre planète est en retard. Alors que nous, par exemple, on fait une journée sans voiture, au niveau écologique. Il y a des continents comme l'Afrique où 98 % de la population rêverait un jour de monter dans une voiture. Ça voudrait dire qu'on n'accepterait pas que les autres peuples aient accès à des biens matériels, à se chauffer, à s'éclairer, à se déplacer et qu'on bloquerait le développement de l'Humanité. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut faire n'importe quoi et qu'il faut recommencer les erreurs qu'on a commises dans des pays qui ont un développement plus

important, notamment une partie des pays européens. Et puis, pour qu'une société vive, il faut qu'elle aille de l'avant. Et ça, ça existe depuis l'âge de pierre et c'est le progrès. Alors il faut un progrès maîtrisé. On a les moyens, les sciences et les techniques, comme on les a jamais eu d'ailleurs, de permettre de préserver l'environnement, la nature, tout ça. Mettons-les en place. Arrêtons un discours de peur et de dire c'est la faute... Ce n'est pas comme ça, je crois que ça se passera mais plutôt examinons quels moyens on met en place pour qu'on se développe, mais aussi d'autres pays en développement – beaucoup plus important – et, c'est une nécessité impérative, en préservant l'espace naturel dans lequel on vit et en l'améliorant, si possible.

Françoise Prunier (PC - 2^e)

Immigration : Non. Une mixité c'est très, très bien. Il faut un horizon divers, ça ne me gêne pas du tout. Par contre il faut que ces gens trouvent du travail. Il y en a assez de faire un distinguo entre les Blancs et les pas Blancs. J'habite à la Paillade, donc je vis dans un quartier populaire, dans une résidence, dans un apparte-

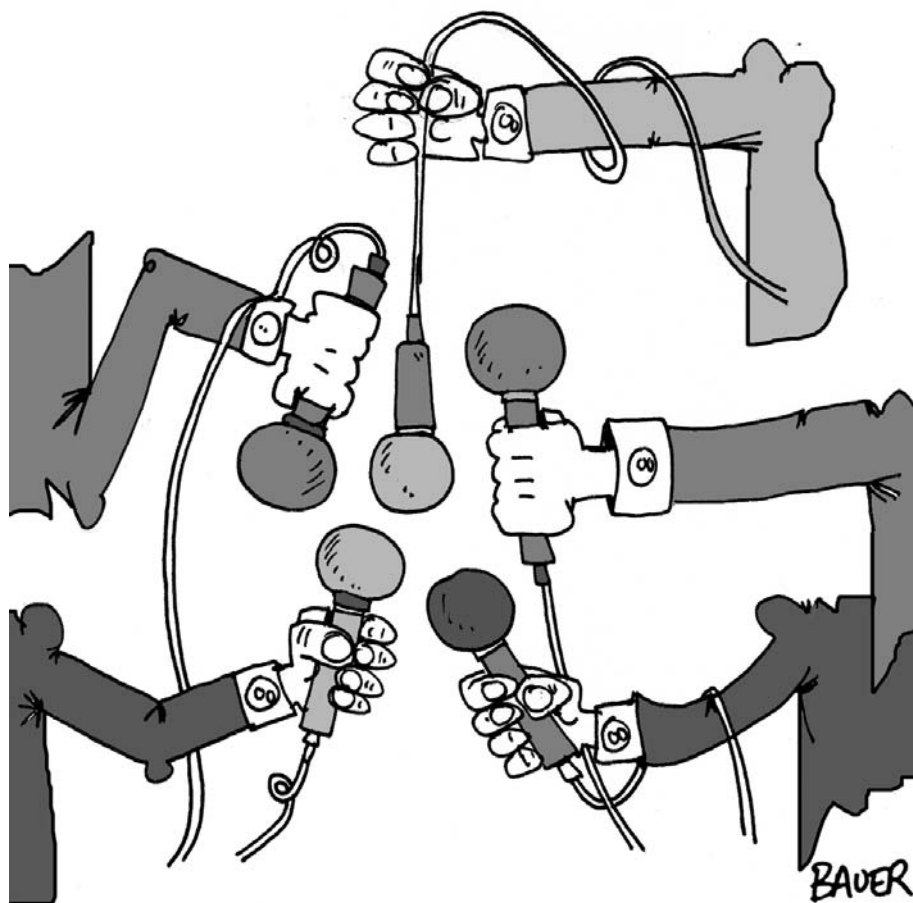


ment que nous avons acheté. J'y travaille, j'y milite. Moi, ça se passe très bien avec les jeunes de mon quartier et même avec les adultes. Vous savez que ce sont des jeunes qui se sentent, qui sont maltraités, quand même. Alors à partir de là, après bon... Il y a de la délinquance chez eux comme il y en a chez nous. Mais bon, ça, ça ne me dérange pas du tout.

Capitalisme : Sûrement pas ! (rire) Non pas du tout. Parce que la classe ouvrière dans le capitalisme, elle est toujours à plaindre. Dans capitalisme, il y a le mot capital, et j'estime que lorsqu'on se lève tous les jours pour aller travailler, on n'a rien à faire avec le capitalisme. Et il ne faut pas le souhaiter.

Environnement : Pourquoi pas ? Je ne sais pas. Je ne me suis jamais posée la question. Il faut les deux. Il faut de la croissance et... préserver l'environnement, c'est ça ? Préserver l'environnement ? [confirmation] Il faut les deux. Il nous faut de la croissance oui, c'est vrai. ■

Recueillis par Jacques-Olivier Teyssier
Portraits : Aurel



Zoka ne fera plus parler les murs de Montpellier

Tête brûlée du milieu du graff à Montpellier, Jonathan, alias Zoka, 24 ans, voulait échapper à la police. Il est mort en tombant d'un toit.

(Cet article a été publié dans *Libération* du 23 février 2007. Nous le reproduisons ici avec l'accord de son auteur, note de l'Accroche)

Il disait : « *Quand je serai mort, vous verrez mon nom sur la ville.* » Pour qui lève la tête à Montpellier, « Zoka » est partout. En grosses lettres blanches accrochées aux plus hautes cheminées de la place de la Comédie, en lettres de sang dans le tunnel du tramway. Zoka, c'était le deuxième nom de Jonathan, un jeune homme grand et maigre qui aurait

eu 25 ans en juin, son « blaze », en langage graff. « *Il prenait des risques énormes pour écrire son nom. J'ai du mal à comprendre* », murmure Yann, son père. Comme ce 27 janvier 2007, un samedi soir qui avait débuté presque comme les autres. Trois copains graffeurs retrouvés à la terrasse d'un café, une bouteille de whisky et des bières pour se donner du courage, un pre-

mier graff bombé vers 22 h 30, puis un deuxième. Quand soudain, Jonathan, alias Zoka, se lance en solo. Il est une heure du matin. Ses amis ont à peine le temps de le voir escalader la gouttière qu'il est déjà sur le toit du cinéma Capitole, dominant la rue, bombe de peinture en poche.

Equipe de la BAC

Julien (1) le rejoint, Adrien reste en bas. Benjamin s'éclipse. Mais leurs gestes sont interceptés par les innombrables caméras de surveillance municipale qui balayent la ville. Prévenue, la police envoie une équipe de la BAC. Arrivés vers 1 h 30 du matin, les trois flics en civil se planquent pendant dix minutes pour observer les trois jeunes hommes. De son perchoir, Zoka dessine en noir le contour d'un énorme « SMB », pour « suce ma bite », clin d'œil à NTM et nom de leur crew (groupe de graffeurs) depuis des années. Julien l'assiste en remplissant les lettres de vert. Mais sa bombe est vide, et il décide de redescendre.

C'est le moment choisi par les policiers pour intervenir. Adrien et Julien sont plaqués au sol et menottés. De là-haut, Jonathan voit la scène. Il y a à peine trois mois qu'il a quitté son bracelet électronique, porté

d'août à octobre en remplacement d'une peine de prison ferme prononcée en appel l'an dernier pour cause de graffs. Il faut dire que la mairie de Montpellier, qui s'était portée partie civile, ne rigole pas avec les tagueurs, qu'elle qualifie de « *délinquants* », « *organisés en gang* », et contre lesquels elle a mis en place un plan de « *lutte antitag* ».

Grande échelle

Jonathan, condamné en même temps à neuf mois avec sursis et dix-huit mois de mise à l'épreuve, sait que cette fois c'est la prison qui l'attend. Déjà, le bracelet, il l'avait mal supporté. Obligé de rentrer chez lui à 16 h, juste après sa journée de travail au McDo, il s'était mis à peindre quelques toiles à la bombe, mais « *avait la rage de ne pas pouvoir sortir* », assure son amie, Chloé. En cette nuit de fin janvier, il s'enfuit sur les toits. « *Jonathan savait que, en partant là-bas, il n'y avait pas de deuxième sortie. On était déjà allé voir et on se prenait les pieds dans les câbles* », raconte Adrien.

Deux flics et deux pompiers équipés de torches partent à sa poursuite, utilisant une grande échelle apportée trente cinq minutes plus tard. Ils abandonnent au bout d'une demi-heure,



jugeant que s'aventurer plus loin « devenait dangereux » et « pensant qu'il était descendu », affirme le chargé de communication de la police. Ce n'est que le lendemain, en début d'après-midi, qu'Adrien et Julien, toujours en garde à vue, apprennent la nouvelle. Un riverain du cinéma vient de retrouver Jonathan gisant sur son balcon, ensanglanté. Transporté à l'hôpital dans le coma, il décède douze jours plus tard. Plus d'une centaine d'amis et de graffeurs viendront lui rendre hommage en une marche silencieuse. Depuis, chacun cherche à comprendre. « Pourquoi des enfants sont prêts à mettre leur vie en danger pour aller toujours plus haut ? » se demande son père Yann. Vis-à-vis de ce père journaliste de télévision à Paris, « John avait toujours envie de prouver qu'il avait de la valeur », tout en ayant « l'impression de ne jamais réussir à lui plaire », se souvient Chloé.

Graff « vandale »

Jonathan a trois ans quand sa mère vient s'installer près de Montpellier après son divorce. À 16 ans, il monte à Paris vivre chez ce père qu'il « admire » tout en entamant un CAP de dessin. Très vite, il laisse tomber. Il vit dans une chambre de bonne, se sent « un peu perdu », selon Chloé. Il trouve avec les graffeurs une seconde famille. Le crew SMB l'adopte. Jonathan devient Zoka. Lui qui avait commencé à taguer à 13 ans dans son village héraultais vient d'entrer dans la cour des grands. Celle du graff « vandale », distinct du simple tag par sa lettrine renflée et qui « se pratique en toute illégalité et consiste à repérer les meilleures places pour toucher le plus

de gens », explique Benjamin. « La pression d'être sur un toit, la peur des flics et le plaisir de graffer, ça apporte de l'adrénaline », raconte Julien. « C'est une sorte de drogue. On ne voit pas comment arrêter », ajoute Benjamin.

Visible du McDo

Quand Jonathan s'installe à Montpellier en 2002, graffer « le rend euphorique ». Dans ce milieu fermé, où « tout le monde se tire la bourre », cette « forte tête » s'adjuge les emplacements les plus hauts, les plus en vue. Comme sur le toit fatal du cinéma, sur lequel il inscrit, en 2005, « SMB » et « ZOKA ». « C'était peut-être le graff le plus respecté sur la Comédie. Car c'était un toit qui se voyait plus que les autres », raconte Julien. Visible même depuis le McDo, ce qui faisait « sa fierté ».

Mais, en novembre dernier, un membre d'un crew rival, le 347, ose l'affront suprême : « repasser » le graff de Zoka, à savoir bomber son propre sigle par-dessus. Le lendemain, tous les graffeurs de la ville étaient au courant. Jonathan, qui s'était calmé depuis sa condamnation, a compris qu'il s'était fait oublier. « C'est comme si sa personnalité dans le graff était morte », analyse Benjamin. Pour lui qui était « tout le temps dans la comparaison », le graff était « le domaine dans lequel il était sûr de son talent », relate Chloé. Licencié du McDo début janvier, devenu maussade depuis sa condamnation, nargué en permanence par le honni « 347 » graffé sur « son » toit, ce samedi soir-là, il s'est dit « j'y vais ». ■

Carole RAP

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Réactions

Nous reproduisons ci-dessous quelques unes des nombreuses réactions suscitées par l'article ci-contre et publiées sur le site de Libération.

Koutouzoff Navrant

Je pense que ce n'est certainement pas l'effet recherché par l'auteur de l'article, mais l'impression qui se dégage, c'est : « Quel pauvre type ! » Mourir pour écrire son nom partout... SMB, Sucre ma bite... Niveau proche de zéro. Les graffitis sont une pollution urbaine.

Open mic Parce que j'aime ça !

Au lieu de dénigrer les graffitis en sortant des classiques du genre : « Mais pourquoi imposer sa vision des choses et sa conception de l'art aux yeux de tous - et SURTOUT aux frais de la communauté ? » Élargissons le débat et demandons nous à ce moment pourquoi les municipalités payent pour faire installer des emplacements publicitaires pour nous imposer leur vision de leurs consommations ? Paix à toi Zoka. Je te connaissais pas mais je sais ce que tu valais. Repose en paix.

Vieux Pas fier

Je serais pas fier si j'étais les mecs de la BAC ou le maire... Mais les flics s'en foutent sans quoi ils auraient attendu pour les chopper que le graffeur redescende. Ils savaient que c'était dangereux là-haut et qu'il risquait un accident. Pouvaient pas attendre une heure ? Ce sont pas les tags qui défigurent la ville, c'est la pub.

Breton ...

Comment est ce possible de se prendre de la prison pour avoir simplement taguer ? Des travaux d'intérêts généraux à la limite... Bientôt la peine de mort pour les tagueurs ? Triste France...

Simon Accident

Cette histoire est bien triste. Mourir pour des idées est un beau geste, mais c'est quand même une vie de perdue. Mourir pour écrire son nom dans l'espace public est encore plus triste, car l'enjeu n'en vaut pas la chandelle. Mais cela reste un accident. Il n'y a pas lieu de polémiquer : la police a fait son travail, c'est à dire tenter d'appréhender une personne souillant l'espace public, car que l'on aime ou pas cet art, le support choisi n'est pas libre d'utilisation, il est donc normal de ne pas l'autoriser. C'est un accident et la victime est seule responsable, car on ne peut pas ignorer que monter sur un toit implique qu'on peut en tomber (c'est une loi physique) et que, cet acte étant interdit, on prend aussi le risque d'être poursuivi par la police. La victime est donc responsable de l'intervention de la police qui a provoqué la chute mortelle. Mortelle car d'un toit trop haut où ce Zoka était monté en connaissance des risques.

Live Réponse à Simon

Vous osez écrire « la police a fait son travail » quand elle avait le choix de le poursuivre ou de l'attendre en bas ? Que ce jeune « souillait l'espace public » dans un pays où il suffit de payer pour mettre son nom en grand et où on veut en défigurant tous les paysages ? J'ai honte pour cette vie volée et cette société qui rejette si violemment sa jeunesse ! Du fond du coeur, je partage la peine des parents et amis de Jonathan.

(suite page 15)

Quand la mairie combat la publicité

Alors que la municipalité de gauche fait la chasse aux tagueurs (voir pages précédentes), enseignes et affichages illégaux restent nombreux à Montpellier.



Difficile de la louper la publicité pour la nouvelle formule de *La Gazette*. D'environ 4 mètres sur 4, elle est restée plus d'un mois en façade de l'immeuble de l'hebdomadaire, en plein milieu de la place de la Comédie. Il y avait aussi l'annonce du nouveau site Internet du journal, présente, elle, depuis mi-novembre. Pour compléter le tableau, un œil averti aura noté, juste quelques mètres plus haut, sur une cheminée, un tag de Zoka (voir pages précédentes). Pourtant, renseignement pris auprès de Michel Julier, la publicité est fortement réglementée dans l'Écusson (1). Le correspondant pour Montpellier de Paysage de France salue même – point positif pour la mairie – un règlement « *plus contraignant que la loi* ». Donc, les affichages de *La Gazette* semblent tout aussi illégaux que le tag du défunt graffeur (2).

10 000 euros

Pour éclaircir ce point, *l'Accroche* contacte la mairie. Sans succès. Puis *La Gazette* dont Pierre Serre, le PDG, pourtant coutumier d'une certaine transparence – au moins affichée – nous répond : « *Je ne suis pas au courant.* » Et l'étonnant patron de nous renvoyer, avec un certain aplomb, vers Bernard Aldebert, le secrétaire général de l'hebdomadaire. Questionné sur la méthode utilisée pour obtenir l'autorisation d'affichage sur la façade de l'immeuble, celui-ci nous répond : « *Je n'ai pas à vous dire ce qu'on a obtenu. C'est notre fonctionnement interne, ça. Je peux aussi vous demander comment vous travaillez.* »

Pas découragé, *l'Accroche* poursuit l'enquête et se tourne vers un afficheur montpelliérain. Celui-ci s'avère beaucoup plus loquace que les dirigeants de *La Gazette* sur le pourquoi de cette autorisation ou de cette tolérance :

« Parce que tout le monde ferme les yeux, affirme le professionnel. Tant mieux pour eux. Moi je rêverais d'avoir ça. Si demain vous négociez pour avoir la même chose au dessus du café Riche (juste en face de l'immeuble de La Gazette, ndlr), vous allez avoir un "niet" catégorique de tout le monde. »

Reste ensuite à évaluer l'avantage que cet emplacement procure au journal : « Il n'y a jamais eu de publicité, place de la Comédie. Jamais. Mais, aujourd'hui, par exemple pendant la Coupe du monde, être présent un mois avec un grand format comme vous me dites (type La Gazette, ndlr), ça pourrait se vendre facilement 5 000 €. Pour un mois exceptionnel dans l'année. » Il ne faut pas être très fort en maths ou en économie publicitaire pour en déduire que les deux affichages (site Internet et nouvelle formule) représentent un avantage sans doute supérieur à 10 000 €. Sans parler des retombées, plus difficiles à évaluer.

36 infractions relevées

Si celui de La Gazette est le plus visible, il y a de nombreux autres exemples de non-respect de la réglementation publicitaire à Montpellier. À l'image de ce magasin de lingerie féminine, au milieu de la Grand rue Jean Moulin, dont la vitrine est surmontée d'une immense photo publicitaire dont on imagine facilement la nature. Interrogée, la patronne du commerce ne nie pas l'infraction mais se rattrape en disant que des travaux sont prévus pour se mettre en conformité. Quoiqu'il advienne, il demeurera que la publicité sera restée visible de nombreux mois.

Il y a aussi les infractions relevées par Paysage de France, signalées à la mairie et à la préfecture par courrier daté du 25 octobre 2005. Sur 36 infractions relevées par l'association, 27 resteraient aujourd'hui d'actualité, selon Michel Julier. Comme ce totem au rond-point des Prés-d'Arènes dont les 20 mètres de hauteur dépassent de, excusez du peu, 14 mètres la réglementation. Mais attention, la mairie agit. Dans un courrier daté

du 18 octobre 2006, Louis Pouget, l'adjoint au maire en charge de la réglementation publicitaire, écrit à Paysage de France : « Dans un premier temps, nous avons adressé des avertissements verbaux aux responsables de ces activités commerciales. » On frémit d'angoisse. Mais attention, « cette demande étant restée sans réponse, je la renouvelle par courrier ». Avec de telles menaces, c'est sûr que les « responsables » ont dû s'enfuir à l'étranger. Reste la mesure ultime concernant « les cas plus flagrants comme, par exemple, le totem de Quick au rond-point des Prés-d'Arènes ». Car pour ces cas, l'élu prévient : « Nous n'hésiterons pas à engager des procédures. » On voit ce qu'il en est aujourd'hui.

« Effort d'information »

Un peu plus haut dans le même courrier, Louis Pouget tentait de faire partager, à Paysage de France, sa terrible détresse. Car il n'est pas simple de faire appliquer la réglementation. « Je dois vous informer que ces demandes de mise en conformité se heurtent systématiquement à l'incompréhension, voire à l'hostilité des commerçants, écrit l'élu. Malgré cette difficulté, nous poursuivons notre effort d'information et de sensibilisation auprès des responsables. »

Il y a quelques mois, en conseil municipal, Christian Bouillé, adjoint (PS) à la sécurité, reprochait à la justice d'être trop laxiste avec les tagueurs. On imagine la réaction de ses collègues, si à la place de ce discours sécuritaire, l'élu avait déclaré : « Je dois vous informer que ces demandes de mise en conformité se heurtent systématiquement à l'incompréhension, voire à l'hostilité des tagueurs. Malgré cette difficulté, nous poursuivons notre effort d'information et de sensibilisation auprès des responsables. » ■

J.-O. T.

(1) Plus d'information sur la publicité à Montpellier et en particulier sur la réglementation applicable à Montpellier :

<http://mjuulier.free.fr/pub/>

(2) Ces quelques lignes lues dans La Gazette (19/4) n'en ont que plus de saveur : « Flop aux deux tagueurs de 21 et 23 ans de la cité Paul-Valéry arrêtés en « flag » vendredi 13, alors qu'ils recouvraient d'un graf le bâtiment du groupe Phaestos qui abrite TFI, LCI et M6, près du Grand-M. »

Réactions

(suite de la page 13)

Sissou Tristesse

Cette nouvelle m'atterre. Un bracelet électronique, des flics, des caméras de surveillance pour les taggers, dans quel monde sommes nous ? Quand la pub nous envahit de plus en plus haut, de plus en plus bas comme la pub pour je ne sais plus quelle banque, sur le papier du petit chocolat offert avec mon café dans un bistrot en bas de chez moi. Mourir pour écrire son nom de plus en plus haut c'est beau c'est grand c'est comme un « liberté j'écris ton nom ». Je suis triste aussi car la mort rend triste. Mais sacré nom de dieu allons nous supporter encore longtemps que des jeunes meurent pour vivre un peu ?

Patou Mort d'un grand poète incompris

La France vient de perdre un grand artiste, elle ne le sait pas, elle ne le comprend pas. Trêve de plaisanterie, ce Zoka « Suce ma bite » était un rebelle à 2 euros. Pourquoi ne graffait-il pas sur les panneaux publicitaires ? Une pollution visuelle produite par la société de consommation remplacée par une pollution visuelle produite par la société du « moi je ». Enfin bref, c'est pas la modestie qui doit caractériser les graffeurs en général. La modestie, c'est bien ce qui manque à notre époque, où tout le monde veut se la ramener d'une façon où d'une autre sous peine de ne pas avoir l'impression d'exister.

Kassad Pollution visuelle

Personnellement, je me sens moins agressé à la vue d'un graff' que lorsque je suis face à une affiche de pub qui représente à mes yeux toute la médiocrité des valeurs néo-libérales : individualisme, égoïsme, machisme, fachisme édulcoré, acculturation des masses et j'en passe et des meilleurs. Les graffs ont le mérite d'égayer un peu la grisaille de nos villes, de les humaniser un petit peu, face à tout ce béton et ces cages à lapins se transformant petit à petit en cerceaux à étages.

Roman Pollution visuelle

En dehors du fait que ces gens salopent mon espace visuel avec leurs taches de peinture qui coûtent un œil à enlever, je n'arrive pas à comprendre leurs codes et leurs valeurs artistiques, terriblement désocialisantes pour un résultat vraiment pas fameux, plus proche du happening ou de la performance que de la véritable recherche graphique. Du manque de reconnaissance dans une société en quête de célébrités et de phénomènes qui font parler, l'accident au bord du toit, du pont ou de la voie ferrée. Repose en paix jeune Zoka.

Nuaj Respect

Si être artiste de rue peut tuer physiquement ou moralement et que les murs ne servent juste qu'à nous enfermer et non plus à s'exprimer... Eh bien, je vois là juste la répression toujours plus forte, qui, elle, peut toujours signer avec ses lettres de larmes et de sang sans jamais être condamnée...Repose en paix Zoka... ■

Le front lézardé de la cour des cultureux

Longtemps, Georges Frêche a pu compter sans réserve sur sa garde culturelle. Une lettre de soutien au président de l'agglomération, empêtré dans l'histoire des « Blacks » de l'équipe de France de foot, a été publiée en janvier dans *La Gazette* et *Midi Libre*. Passée presque inaperçue, elle montre en fait que le rempart culturel autour de Georges Frêche est aujourd'hui fissuré. Alors que s'ouvre la période des festivals montpelliérains, l'*Accroche* a interrogé sur leurs motivations tous les signataires de la lettre, ainsi que ceux qui ne l'avaient pas signée.



En 1998, lorsque Jacques Blanc se maintenait à la Région grâce aux voix du Front national, toutes les élites culturelles de la ville s'étaient retrouvées vaillamment en tête des manifestations dénonçant l'alliance « immorale » de la droite démocratique avec « la bête immonde ». En 2006, lorsque Georges Frêche explique publiquement que, lorsqu'il voit « neufs Blacks sur onze » dans l'équipe de France de foot, il a « honte pour ce pays » (1), on aurait pu s'attendre à ce que ces mêmes garants des valeurs humanistes de la France s'élèvent contre une telle proxi-

Sevestre, patron de Sauramps, Talaat El Singaby, directeur du festival Les internationales de la guitare, René Koering, surintendant de la musique, et Ariel Garcia Valdès, directeur du Conservatoire d'art dramatique. À nouveau, il semblait que toute la garde culturelle de la Frêchie s'élevait pour offrir son corps en rempart contre les attaques portées à leur héraut – et subventionneur important pour certains, principal pour d'autres. « Nous ne comprenons pas la déferlante, l'incroyable déchaînement médiatique et politique contre Georges Frêche (...) Jamais nous ne l'avons entendu tenir des propos racistes

mité avec les idées de Jean-Marie Le Pen (2).

Eh bien non ! Et même plus : les 19 et 20 janvier 2007 paraissaient, dans *Midi Libre* et dans *La Gazette de Montpellier*, de larges extraits d'une « Lettre ouverte » signée de sept acteurs importants de la scène culturelle montpelliéraine : Jean-Claude Fall, directeur du Théâtre des 13 Vents, Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier Danse, Jean-Marie

(...) Georges Frêche a la vivacité de verbe des gens du Sud, avec ses débordements et ses excès... » Toute la garde ? Justement non. Car derrière cette belle liste se cachent quelques grands noms, dont l'absence constitue un événement plus important que la figuration des présents.

La plus grande victime

L'idée de la lettre est venue de Jean-Claude Fall. « Georges Frêche est un homme pour qui j'ai beaucoup de respect et d'admiration, confie l'homme de théâtre à l'*Accroche*. Et puis je trouvais vraiment injuste le traitement dont il était victime, lui dont le cœur est tellement généreux. » A-t-il parlé de sa démarche à Georges Frêche lui-même ? « Oui, répond-il très honnêtement. C'était bien avant que j'écrive la lettre. Il m'a simplement répondu : « Faites ! » Mais en aucun cas, il ne m'a encouragé, ni même remercié de ma démarche. » D'ailleurs, Jean-Claude Fall n'a jamais entretenu de relations d'intimité avec l'ancien maire de Montpellier. « J'en suis beaucoup moins proche qu'un Koering ou qu'un Montanari. » Directeur d'une scène nationale, il ne doit sa nomination qu'au ministre de la Culture. « Et dans mon budget, la part de l'agglomération est minoritaire. »

Une fois le texte rédigé, Jean-Claude Fall l'a envoyé à « seulement quelques personnes ». René Koering a tout d'abord refusé de signer, « mais seulement à cause de trois lignes sur Georges Bush que je trouvais superfétatoires », explique aujourd'hui le surintendant.

Puis accepte de signer. « Et si c'était à refaire, je le referais des deux mains ! », s'exclame-t-il, énervé par « la connerie de nombreuses personnes », dont son ami Georges Frêche est la plus grande victime. Pour Jean-Paul Montanari, les raisons de son adhésion à la lettre n'ont rien à voir avec l'histoire des « Blacks ». « Vous ne connaissez pas les relations d'amitié qui me lient depuis 25 ans avec Georges Frêche ? », s'offusque le maître de la danse lorsque l'Accroche l'interroge sur ses motivations.

« Être allé à la soupe »

Selon Jean-Claude Fall, deux signataires se sont manifestés sans avoir été sollicités : Talaat El Singaby et Jean-Marie Sevestre. Le premier explique que « cet homme a beaucoup fait pour la ville », et que la gauche « n'a pas intérêt à se tromper de cible ». Sur les propos eux-mêmes (équipe de foot, Harkis et autres), Talaat El Singaby admet toutefois qu'il aimerait « des propos plus précis et mieux ciblés » de la part de Georges Frêche. « Mais du moment que j'ai signé, j'assume tout. » Avant de préciser : « J'ai signé alors que mon festival est le moins bien doté. On ne peut donc pas m'accuser d'être allé à la soupe. » Quant à Jean-Marie Sevestre, sa motivation première était que « chaque fois qu'(il) allait à Paris, les gens (l)'attaquaient sur Georges Frêche le raciste ». Puis il poursuit : « En même temps, je n'excuse pas. Je ne vais pas dire que c'est bien ce qu'il a dit. Il a dérapé, c'est sûr. Mais il faut écouter les gens autour de soi. Tout le monde se dit la même chose : cette équipe de foot a beaucoup de gens de couleur. »

La célèbre chorégraphe

Une fois les signataires trouvés, Jean-Claude Fall aurait aimé que la lettre soit publiée « dans un journal national de gauche, comme Le Monde, Libé, Le Nouvel Obs ou Marianne ». Mais aucun n'a donné ne serait-ce qu'une réponse, et les signataires se sont rabattus sur la presse locale. La Gazette de Montpellier lui a consacré une large place, et Midi Libre deux petites colonnes.

La grande manquante dans la liste des signataires de la lettre est bien évidemment Mathilde Monnier, directrice du Centre chorégraphique, et la seule, parmi tous ces Montpelliérains de la culture, à posséder une renommée



internationale. La célèbre chorégraphe n'a pas voulu répondre aux questions de l'Accroche. Son attaché de presse explique que « la question est très polémique, et Mathilde n'a pas forcément envie de se positionner deux mois après la lettre ». Après plusieurs minutes de palabre, l'attaché lâchera tout de même que « sur le moment, signer ou ne pas signer avait une signification ». Au lecteur, donc, de la comprendre. Jean-Claude Fall, qui s'était beaucoup battu aux côtés de Mathilde Monnier en 1998 contre l'alliance de Jacques Blanc avec l'extrême droite, regrette son absence. « Mais nous sommes toujours en très bons termes », précise-t-il.

Troublant avec

Autre grand absent de la liste : Daniel Bedos, directeur du Printemps des comédiens. « Mais lui, il relève du Département », justifie Jean-Claude Fall, comme si les signataires ne pouvaient être que ceux qui touchaient des subventions des différentes collectivités dirigées par Georges Frêche. Troublant avec... Daniel Bedos, lui,

pense plutôt que si on ne lui a pas proposé de signer, c'est « parce que Fall craignait que je dise non, ce que j'aurais effectivement fait ! Car expliquer que parce qu'on est méridional et qu'on a une grande gueule, on peut tout se permettre, c'est un peu léger. »

Absent plus étonnant, le professeur de droit à la retraite Michel Miaille, pourtant si ami de Georges Frêche qu'il est venu plaider « la moralité irréprochable » de son collègue de faculté lors du pro-
.../...

(1) Georges Frêche n'a jamais démenti avoir tenu ces propos, rapportés dans un petit article de Midi Libre daté du 16 novembre 2006. Le soir de la parution de ce Midi Libre, Georges Frêche affirmait, lors d'une conférence de presse tenue devant l'ensemble des journalistes de la région, et dont l'Accroche possède l'enregistrement complet, qu'il n'avait rien contre « la presse de la région qui était présente (lorsqu'il a tenu ces propos, ndlr), et qui, je crois, a retranscrit les choses parfaitement ». Dans une interview à Midi Libre parue le 22 novembre, il évoque à nouveau ses « vraies déclarations que Midi Libre a retranscrites ».

(2) En juin 2006, en pleine coupe du monde, Jean-Marie Le Pen avait estimé que le sélectionneur Raymond Domenech avait « peut-être exagéré la proportion de joueurs de couleur » en équipe de France. Le leader d'extrême droite avait également insisté sur « l'impression que les Français ne se sentent pas complètement représentés » par leur équipe nationale.

.../...

cès des Harkis, en novembre dernier. Acceptant même de démissionner à cause de cela de la direction régionale de la Cimade, cette association protestante de lutte pour les Droits de l'homme que Michel Miaille présidait depuis une dizaine d'années. « J'ai lu la lettre, mais j'en ai trouvé la forme un peu lourde », explique-t-il aujourd'hui, s'excusant de ce qu'il considère comme « une vanité d'auteur ». « J'ai dit que je la signerais volontiers, mais à condition que certaines formules soient reprises. Puis personne ne m'en a plus parlé. »

« Cette lettre est dangereuse »

Une écrivaine aurait pu apporter un réel poids moral à cette lettre, et la prévenir de tout soupçon de basse servilité de poètes désireux de plaire à leur monarque : Malika Mokeddem, la romancière montpelliéraine la plus connue nationalement. Très engagée en 1998 contre Blanc et le Front national, Malika Mokeddem était venue plaider à la barre (aux côtés de Jean-Claude Fall), en 2004, en faveur de Georges Frêche dans son procès contre la direction de l'ancien Centre régional des lettres. « Jamais je n'aurais signé une telle lettre ! explique-t-elle à l'Accroche. Sur les Harkis ou sur l'équipe de foot, Georges Frêche a tenu des propos racistes. C'est absolument impardonnable ! Et ce ne sont pas ses œuvres urbanistiques qui vont racheter ses propos. Quant à cette lettre, elle est même dangereuse, car en trouvant des excuses, elle banalise ce genre de propos. »

Le plus étonnant dans toute cette histoire est certainement le désintérêt de Georges Frêche pour cette marque d'amour de ses thuriféraires. Un proche du président de l'agglomération confie à l'Accroche que « pour Frêche, ce texte des cultureux a constitué un épiphénomène. Dans l'affaire des « Blacks », Georges Frêche basait sa contre-attaque médiatique uniquement dans un texte écrit de sa main, dont il espérait qu'il soit publié dans Le Monde ou Libé (3). » En vain. ■

Pierre Daum

(3) Georges Frêche est revenu sur cet épisode lors du conseil d'agglomération du 13 février. D'une voix inhabituellement calme, le président de l'agglomération a ainsi déclaré : « Le Monde m'a refusé cette tribune. Ah ! Le Monde, voilà un journal démocratique ! Et même je peux vous dire que Midi Libre, qui est associé avec Le Monde, a demandé que ma tribune paraisse et que Le Monde a refusé. Donc Le Monde est un journal de censure. Je pèse mes mots pour que ça se sache : Le Monde est un journal de censure. Et j'ai été mieux traité par les journaux dits de droite, Le Figaro, Aujourd'hui, que par la soi-disant presse de gauche, Le Nouvel Obs, Libération (dont Pierre Daum est le correspondant à Montpellier, ndlr) ou Le Monde qui sont des journaux au service de coterie parisiennes. Et vous pouvez noter messieurs de la presse que j'ai dit que Le Monde était un journal sans honnêteté intellectuelle, qui assassine les gens et refuse de leur donner le droit de réponse. Singulière conception de la démocratie. » Rappelons, pour la petite histoire, qu'une bonne partie des articles sur le sujet des « Blacks », parus dans Le Monde (18/11/06, 23/11/06, 17/01/07), ont été signés par Philippe Palat, un des rédacteurs en chef de Midi Libre.



Brèves - Anicroches - Brèves - Anicroches

Le tram c'est qui ?

Georges Frêche lors d'une conférence de presse (12/04) : « Nicole (Stamm, élue des Verts), des fois, bon, elle est un peu du Midi, quoi... Elle en rajoute. Elle raconte : "C'est moi qui ai inventé le tramway." Là, elle raconte des fariboles. Elle n'est strictement pour rien dans le tramway. Les Verts, ils ont pris le tramway en marche. Le tramway, nous l'avons pensé à deux : Yvan Velay (élu PC, à l'époque) et moi-même. Puis, après, c'est Subra qui a pris le relai de Velay. Voilà, ça c'est clair : les Verts ne sont pour rien dans le tramway. Par contre, l'usine de méthanisation, c'est une idée des Verts. Parce que moi, je suis un intellectuel honnête. Dans ma tête, je me mets toujours des notes avec renvoi là où j'ai pris la citation. »

Bien qu'intellectuel, force est de constater que Georges Frêche est aussi du Midi et que dans sa tête, les notes ne renvoient peut-être pas là où il faudrait. Alors, pour éviter tout risque de « fariboles », quelques rappels sont peut-être nécessaires.

Michel Bozzola, passionné de tramway, envoie au *Journal de Montpellier* (l'ancêtre de *La Gazette*) un courrier publié le 16 juin 1982 (1) dans lequel il vante les qualités du tramway par rapport à un projet de métro type VAL (comme celui de Lille, nom commercial : Aramis). Cette lettre vise notamment à répondre à Jean-Alain Lafitte, directeur de la SMTU (ancêtre de la TAM) qui, selon Michel Bozzola, a déclaré, quelques jours plus tôt, dans le même journal envisager « toutes les hypothèses sauf le "tramway classique" ».

Rien n'y fait. Le *Journal de Montpellier* (décembre 82), dans un article titré, « Dans cinq ans Montpellier aura son métro », explique les démarches entreprises par Montpellier auprès de Charles Fiterman, ministre des transports de l'époque, pour lui vendre le dossier transport de la ville dont, écrit le *Journal de Montpellier*, « le fameux Aramis constituerait l'une des pièces maîtresses ». Six ans plus tard, lors de la campagne des municipales de 89, la profession de foi des Verts, donc de la liste de Nicole Stamm, reprend l'idée de Michel Bozzola et réclame « un tramway moderne (dont le coût est 7 fois inférieur aux solutions de type Métro-VAL) ».

(1) Les documents sont consultables sur www.laccroche.info

Les fariboles de Frêche

Dans notre tas d'archives envahissantes, retrouvée cet interview de Georges Frêche à *Livres Hebdo* (27/10/2000), à propos de la médiathèque Émile Zola. Le président de l'agglo : « Cette grande bibliothèque doit donc être le lieu du savoir, le navire amiral de tout le réseau de lecture et de proximité qui continue de se construire et sans lequel elle ne pourrait exister. »

Un peu plus loin, le journaliste, un brin impertinent : « Reste le budget de fonctionnement de votre bibliothèque qui avoisine les 40 MF annuels. Or elle n'est ouverte que 38 heures par semaine, c'est peu pour un tel bâtiment ! » Réponse de Georges Frêche : « Vous avez raison, je n'ai pas fait une aussi grande bibliothèque pour qu'elle reste fermée. Allez, écrivez-le donc dans votre magazine, cela nous servira de référence. Nous allons monter en puissance et ouvrir cinquante heures... Tenez, dans les trois ans ! Pour le moment, il faut savoir être modeste, déjà nous doublons le nombre des personnels. Il vaut mieux être premier à Capoue que quinzième à Rome ! » Il faut effectivement « savoir être modeste » : aujourd'hui, la médiathèque centrale est ouverte 38 heures par semaine. Et la 39^e heure semble difficile à obtenir du personnel (*l'Accroche* n°17). 50 heures ? Plus facile à dire dans la presse, qu'à faire à Montpellier.

Vive la croissance !

Georges Frêche explique dans *Objectif Languedoc-Roussillon* (n°72, avril) ses subtiles méthodes de gestion : « (...) à Montpellier, on n'a pas augmenté les impôts depuis huit ans ! La ville est dans le cercle vertueux de la croissance : les rentrées financières augmentent sans changer les taux d'imposition. C'est le développement engendré par les investissements qui permet à la ville d'aller de l'avant. » Dire qu'il y en avait pour croire - voire pour dire - que tout cela relevait d'une saine gestion...

Journalisme présumé

Au détour d'une brève sans intérêt, que lit-on dans *La Gazette* (29/03) ? « (...) Georges Frêche, qui a fait la semaine dernière une entrée remarquée à l'ONU, suite à ses propos - présumés - sur les Blacks de l'équipe de France... » *La Gazette* était présente en conseil d'agglo le 14 novembre mais pour l'hebdomadaire, les propos de Georges Frêche sont « présumés ». Ça, c'est du journalisme, Coco ! À la décharge de l'hebdomadaire, l'agglo n'a pas repris ces paroles dans un communiqué de presse. Dans ces conditions, il était sans doute difficile à *La Gazette* de faire son « travail » d'information.

Ils diffusent l'Accroche...

Aiguelongue : 467, rue de la Roqueturière - 675, rue Montasinos **Albert 1er** : On avance 7bis, quai des Tanneurs **Antigone** : 401, rue Léon Blum - 10, pl. du nombre d'or **Arceaux** : 10, bd des Arceaux - 11, av. d'Assas - 33, av. de l'École d'agriculture **Beaux-Arts** : 230, rue Jeu de Mail des Abbés - 2, place des Beaux-arts - Chez Jackie place des Beaux-arts - Folle avoine 18, rue Proudhon **Boutonnet** : L'alternatif 53, rue du fbg Boutonnet **Celleneuve** : Géant Casino 129 bis, av. de Lodève **Cévennes** : 2, square Murillo **Clemenceau** : 17, rue du fbg de la Saunerie - 8, av. Clemenceau - 11, rue Rondelet **Comédie** : Diagonal Capitole 7, rue de Verdun - 1, place de la Comédie - 1, rue Aristide Olivier - 4, rue Maguelone - 5, bd Victor Hugo - 25, bd Sarraill **Fac** : 250 & 786, route de Mendes - Diagonal Campus 5, av. du Dr Pezet - 24, av. Emile Diacon **Figuerolles** : librairie Scrupule, 26, rue du faubourg de Figuerolles - 1, place

Salengro - 28 & 42, rue du faubourg de Figuerolles **Foch** : 2, rue du plan palais - 1, rue du Cherche-Midi - 24, rue Saint-Guilhem **Gambetta** : 11 et 36, rue du fbg du Coureau - 28 & 43, cours Gambetta - 49, rue Chaptal **Gare** : 4, place Carnot - 151, avenue du Pont Trinquat **Louis Blanc** : 70, rue de l'Aiguillerie - 20, bd Louis Blanc - 32, rue de l'Université - Divergence FM 24, bd Pasteur **Mas Devon** : 392, bd Pedro de Luna **Paume** : 7, place Saint Côme **Père Soulas** : 412 & 1580, av. du Père Soulas **Pompignane** : Super U 753, av. de la Pompignagne **Près d'Arènes** : 7, rue Jean Vachet - 723, av. maréchal Leclerc **Richter** : 218, rue Vendémiaire **Saint-Lazare** : 31bis, av. Saint-Lazare **Prades-le-Lez** : 130, rte de Mende

N.B. : quand le nom du lieu n'est pas précisé, c'est qu'il s'agit d'un marchand de journaux.

l'Accroche

Le journal indépendant de Montpellier

"Les vernissards" par Fabcaro



Brèves - Anicroches - Brèves - Anicroches

On n'est plus chez soit

Comme il se doit, Jacques Domergue, député sarkozyste, fêtait la victoire de son candidat le 6 mai au soir. Quelques dizaines de manifestants vinrent troubler la petite sauterie au siège de l'UMP. Si bien que le préfet et le chef départemental de la sécurité publique vinrent à la rescousse. Mais la fête était gâchée. Alors, Jacques Domergue de lancer (*Midi Libre*, 8/5) : « J'invite tout le monde à aller fêter notre victoire à La Dune, à La Grande-Motte. Sarkozy y a fait 74 %. Au moins, là-bas, on ne risque rien. » Et la construction du mur, elle est prévue pour quand ?

Les caméras dans 15 ans

Quand *Midi Libre* relaie la politique sécuritaire, cela donne en titre (09/05) : « La vidéo pour sécuriser des résidences HLM. » Mais le quotidien ne s'arrête pas là. Dans l'article, Diane Petitmangin écrit : « Les temps changent et l'époque où l'on s'effrayait de l'irruption de la vidéosurveillance dans la vie publique semble loin. »

La journaliste n'avait pas dû lire l'interview d'Alex Türk, publiée dans *Le Monde* daté du 18 avril. Le président de la CNIL – donc un dangereux

anarchiste – déclarait : « Les nouvelles technologies, biométrie, vidéosurveillance, géolocalisation, systèmes de puces, nanotechnologies, permettent de suivre les personnes à la trace. Si l'on prend, ensemble, les réquisitions télématiques, la vidéosurveillance urbaine et la localisation lors des déplacements, on peut "tracer" un individu dans tous les actes de sa vie quotidienne. Nous ne sommes pas encore dans cette situation, mais nous nous en approchons inévitablement. Ces technologies possèdent des caractéristiques qui nous déstabilisent : accélération constante, globalisation, invisibilité. Face à elles, le droit est toujours en retard ou inadapté. Dans quinze ans, nous risquons de nous réveiller dans une société où nous aurons consenti des abandons importants de notre sphère privée et de nos droits fondamentaux. »

Plus c'est gros...

« Montpellier agglomération aussi bien que Lyon ! » proclame la collectivité dans un communiqué de presse (07/05). Ce n'est pas rien car il y est question de location de vélo. Et on connaît le succès de Vélo'v à Lyon. Même s'il faut se réjouir de la mise en place, à Montpellier, d'un système de

location courte et longue durée avec respectivement 400 (50 stations) et 600 vélos prévus en juin, une peu de modestie, pour ne pas dire d'honnêteté, serait de rigueur.

Car, à Lyon, il est prévu en 2007, 4 000 vélos répartis sur 340 stations pour une population d'environ 550 000 habitants (le système est en place sur Lyon et Villeurbanne) soit 1 vélo pour environ 140 habitants et 1 station pour 1 600 habitants. À Montpellier, cela donne, en comptant la location longue durée : 1 vélo pour 230 habitants et 1 station pour 4 600 habitants.

Quant à Bordeaux, ville de taille comparable à celle de Montpellier, le nombre de vélos en prêt gratuit longue durée (et non en location comme à Montpellier) est de 4 000 soit 4 fois plus.

Mais la com' de l'agglomération s'est pourtant fait doubler. Par celle de la région ? Pas du tout. Par Montpellier plus. En effet, notre sac à pub préféré titre (09/05) : « Montpellier devant Lyon ». Puis développe : « Ce n'est pas du foot, hélas. Mais à partir du mois de juin, l'agglomération proposera un nouveau service public appelé VéloMagg en proposant 1 000 vélos et 50 vélostations. Soit cinquante unités de plus (sic) que Lyon. » Nous aussi, à Montpellier, on a notre TF1.